



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 16/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PNEUS DIFFUSION**

**Z A**

**57590 Delme**

Références : DELME\_PNEUS-DIFFUSION\_2024-10-14\_RAPVI\_ERE\_00566  
Code AIOT : 0006206840

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement PNEUS DIFFUSION implanté 2 rue Maurice Vautrin 57590 Delme. L'inspection a été annoncée le 20/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Pneus Diffusion à Delme est un site soumis à autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement notamment du fait du stockage de pneumatiques neufs et usagés.

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et permet à l'inspection de constater la mise à l'arrêt de l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PNEUS DIFFUSION
- 2 rue Maurice Vautrin 57590 Delme
- Code AIOT : 0006206840
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Pneus Diffusion est une enseigne de vente et de réparation de pneumatiques pour véhicules. Le site est actuellement fermé.

Il est à noter que la société est radiée du registre national des entreprises depuis le 1er mars 2003.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 512-39-1 (partiel)	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate lors de cette visite la mise à l'arrêt du site.

La cessation d'activité n'a pas été notifiée à M. le préfet tel que prévu à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

L'exploitant du site n'ayant plus d'existence légale, l'inspection des installations classées propose à M. le préfet d'informer le propriétaire du site de la situation au regard du code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 512-39-1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Notification de cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. [...]
<b>Constats :</b>  Le site Pneus Diffusion, situé à Delme, est une installation classée pour la protection de l'environnement au titre des rubriques: <ul style="list-style-type: none"><li>• 2660 Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (fabrication ou régénération), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410;</li><li>• 2714 Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711et 2719.</li></ul> L'inspection des installations classées s'est rendue sur site et a constaté que l'installation était fermée de manière définitive et que les bâtiments sont en vente. Les abords extérieurs ne laissent pas apparaître de déchets, seule une dizaine de pneumatiques ont été observés en vitrine du garage. La citerne de gaz positionnée à l'arrière du bâtiment est vide. Au regard des informations disponibles sur les sites spécialisés d'Internet, l'établissement "Pneus

diffusion" est radiée du registre national des entreprises depuis le 01/03/2003. L'exploitant n'a pas notifié à M. le Préfet la cessation de son activité.

L'inspection des installations classées propose à M. le préfet d'informer le propriétaire du site de ses obligations au titre des sites et sols pollués telles que prévues à l'article L. 556-1 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite